



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 15 (2022)

Faits saillants

- ❖ Philippines : émission de green samurai bonds pour 550 M USD
- ❖ Laos : 8,5% d'inflation en mars en g.a., au plus haut depuis 2016
- ❖ Singapour : croissance de 3,4% au T1 en g.a.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

80

Nombre d'appareils commandés par le leaser singapourien BOC à Airbus, correspondant à un prix-catalogue de 10 Md\$

Région

Maintien des perspectives positives dans l'ASEAN+3 en 2022

Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) a publié ses prévisions pour l'ASEAN+3 (ASEAN-10 + Chine, Corée du Sud et Japon) : il maintient ses perspectives positives, avec une croissance du PIB régional à 4,7% en 2022 (5,1% pour l'ASEAN-10) et 4,6% en 2023 (5,2% pour l'ASEAN-10). Cette année, l'AMRO anticipe une accélération de la reprise dans tous les pays de l'ASEAN à l'exception de Singapour où la croissance devait ralentir à 4,0% après le rebond à 7,6% en 2021. L'inflation dans la région devrait par ailleurs s'élever à 3,5% cette année (4,1% dans l'ASEAN-10) et ralentir à 2,3% l'an prochain (2,6% dans l'ASEAN-10). Si la bonne couverture vaccinale dans la région atténue les risques et devrait continuer de faciliter l'ouverture progressive des économies de la zone, l'AMRO souligne que le conflit russo-ukrainien fait peser de nouvelles incertitudes, ainsi que l'émergence possible de nouveaux variants et le resserrement de la politique monétaire américaine.

Economies	GDP Growth			Inflation		
	2021e	2022f	2023f	2021e	2022f	2023f
ASEAN+3	5.9	4.7	4.6	2.1	3.5	2.3
Plus-3	6.7	4.6	4.4	1.2	2.1	1.7
China	8.1	5.2	5.3	0.9	2.2	2.0
Hong Kong	6.4	2.8	3.2	1.6	2.0	2.3
Japan	1.6	2.9	1.2	-0.3	1.1	0.5
Korea	4.0	3.0	2.6	2.5	2.9	1.9
ASEAN	2.9	5.1	5.2	2.5	4.1	2.6
Brunei	0.2	4.1	2.3	1.7	1.3	1.3
Cambodia	2.9	5.2	6.1	2.9	5.0	3.7
Indonesia	3.7	5.2	5.3	1.6	2.8	3.0
Lao PDR	2.6	3.9	5.9	3.8	5.0	3.5
Malaysia	3.1	6.0	5.0	2.5	2.7	2.0
Myanmar	-18.7	1.5	-	3.6	9.5	-
Philippines	5.6	6.5	6.5	3.9	4.1	3.5
Singapore	7.6	4.0	2.6	2.3	3.3	2.0
Thailand	1.6	3.4	5.2	1.2	4.2	1.8
Vietnam	2.6	6.5	7.0	1.8	3.4	3.0

Sources: National authorities via CEIC and Haver Analytics; and AMRO staff estimates and forecasts.
Note: e refers to AMRO staff estimates, and f refers to AMRO staff forecast. Myanmar's growth numbers are based on its fiscal year, from October 1 to September 30.

Reprise inégale du secteur touristique en Asie du Sud-Est

Le secteur touristique reprend dans la région, avec la levée des règles d'entrée et de quarantaine. D'après la société de voyage ForwardKeys, les réservations des compagnies aériennes internationales vers l'Asie du Sud-Est atteignent 38% des niveaux d'avant la pandémie à la fin du mois de mars (contre moins de 10% au début de l'année). Singapour et les Philippines ont enregistré la plus forte hausse des réservations et retrouvé respectivement 72% et 65% des niveaux de 2019 (24% pour la Thaïlande), du fait de conditions d'entrée plus favorables. L'Association du transport aérien international anticipe un retour à la normale en 2025 pour l'Asie-Pacifique.

Réunion des autorités financières de l'ASEAN

Les 7 et 8 avril se sont tenus la 26^{ème} réunion des ministres des Finances de l'ASEAN, la 8^{ème} réunion conjointe des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de l'ASEAN, ainsi que des dialogues connexes avec le FMI, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) et l'AMRO. Trois priorités pour la coopération financière de l'ASEAN ont été définies : la reprise, la résilience et la solidarité. Le Cambodge – qui préside l'ASEAN cette année – accordera une attention particulière à la facilitation du commerce et des investissements, l'intégration financière de l'ASEAN avec les partenaires, la mise en œuvre des systèmes régionaux de paiement transfrontaliers et la promotion d'une finance durable.

Indonésie

Le programme subventionné d'huile de cuisson compromis par les producteurs

Depuis le 18 mars, le règlement n°8/2022 énonce une obligation pour les entreprises de fournir de l'huile de cuisson en vrac, afin de stabiliser les prix. Le règlement stipule un mécanisme de distribution auprès de détaillants pour s'assurer que les consommateurs peuvent acheter à un prix inférieur au prix de détail maximum (14 000 IDR/litre). Cependant, parmi les 75 compagnies concernées, 20 n'ont pas commencé cette production d'huile de cuisson en vrac et 11 n'ont pas distribué leurs produits. Ces manquements ont entraîné des pénuries et des hausses de prix. Ainsi, les entreprises concernées sont menacées d'amendes, de suspension de licences commerciales et de résiliation des paiements de subventions (par le Fond indonésien de gestion de l'huile de palme, BPDPKS).

Augmentation de la TVA sur le e-commerce

Le ministère des Finances a publié 14 règlements pour la loi n°7/2021 sur l'harmonisation des réglementations fiscales. Le règlement n°60/2022 porte la taxe sur la valeur ajoutée dans le e-commerce de 10% à 11% à partir du 1^{er} avril 2022, puis à 12% le 1^{er} janvier 2025. Ainsi, les transactions de e-commerce, qui devraient dépasser les 40 Mds USD en 2021, voient leur potentiel fiscal être pris en compte. Cette hausse de la TVA ne peut cependant pas prendre effet tant que le Directeur général des impôts n'a pas déterminé les critères désignant les plates-formes de e-commerce ciblées.

Le FMI met l'Indonésie en garde contre 3 menaces économiques

La pandémie demeure un facteur d'incertitude en raison des taux variables de vaccination entre les pays et de l'émergence potentielle de nouveaux variants du virus. S'ajoute à cette menace, celle de l'inflation aux Etats-Unis et en Europe. Ainsi, l'impact négatif anticipé par le FMI serait pluriel : un chômage structurel élevé, un sous-investissement continu, une réduction des entrées de capitaux, une dépréciation de la monnaie, un resserrement des conditions de crédit intérieur et un taux de pauvreté plus élevé. Enfin le FMI cite la menace d'un ralentissement de l'économie chinoise, dont la croissance attendue pour 2022 devrait être de 5,6%, contre 8,4% en 2021. Or, la Chine est le principal marché d'exportation de l'Indonésie (53,8 Mds USD en 2021, soit 23% des exportations totales de l'archipel).

Malaisie

Un commerce extérieur toujours aussi dynamique

Alors que la commerce extérieur malaisien a retrouvé ses niveaux d'avant crise dès l'été 2020, les derniers chiffres publiés, février 2022, montrent une croissance en glissement annuel de 17,5% (mais un recul de 9% en variation mensuelle). Alors que les exportations croissent de 16,8%, les importations progressent de 18,4%, dégageant un excédent de près de 20 Mds MYR (4,7 Mds USD). Il conviendra d'observer attentivement l'évolution de la situation en Chine, toutefois, car la Malaisie est intégrée dans ses chaînes de production, en particulier électroniques. Or, les produits électriques et électroniques représentent près du tiers des exportations malaisiennes.

La situation de l'emploi reste contrastée

Le taux de chômage continue de baisser, à 4,1% en février, contre 3,6% avant crise. Cette évolution positive masque des divergences puisque le chômage des jeunes et celui des femmes restent bien plus élevés. Et les emplois de l'économie informelle – notamment la gig economy – ne sont pas bien appréhendés dans ces chiffres. La population active progressant légèrement (0,2%), son taux d'emploi reste stable à 69,1%. Pendant ce temps, les discussions se poursuivent sur d'éventuelles flexibilités à apporter au salaire minimum (1 500 MYR/mois soit 356 USD depuis le 1^{er} avril) et les restrictions migratoires demeurent. Les pressions à la hausse sur les salaires des emplois qualifiés se font sentir.

De l'appétit pour les crédits carbone

La bourse de Kuala Lumpur a été chargée de mettre en place, sous la supervision du ministère des Finances et de la banque centrale, un mécanisme national volontaire d'échange de crédits carbone. Cette décision fait suite à l'annonce par l'Union européenne – 3^{ème} partenaire commercial de la Malaisie – de la mise en place de son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Dans ce cadre, les produits visés ne supportant aucune taxation carbone lors de leur production, devront acquitter une taxation à l'entrée sur le marché communautaire. De grandes entreprises malaisiennes, telles TNB (électricien national) et Petronas, ont exprimé leur intérêt pour l'achat de crédits carbone, correspondant également à leurs politiques RSE.

Singapour

BOC Aviation commande à Airbus 80 avions de la famille A320 NEO

Airbus a annoncé la vente de 80 appareils au leaser singapourien BOC Aviation, filiale du groupe Bank of China. Il s'agit de la plus grosse vente de l'année pour Airbus et de la plus importante commande unique jamais passée par BOC Aviation, correspondant à un prix catalogue de 10 Mds USD. Composée uniquement d'achats fermes, la commande se répartit entre 50 A321 NEO, 10 A321 XLR et 20 A320 NEO. La livraison des appareils doit intervenir entre 2027 et 2029.

Ralentissement de la croissance à 3,4% g.a. au T1 2022

Selon la première estimation du ministère du Commerce et de l'Industrie, la croissance a atteint +3,4% en g.a. au T1 2022 (+6,1% au T4 2021), tirée principalement par l'industrie manufacturière (+5,3%). En variation trimestrielle, la croissance a également ralenti à +0,4%, contre +2,3% au T4 2021. Au T2 2022, les perspectives s'annoncent a priori meilleures compte-tenu de l'assouplissement des mesures sanitaires et de la plus large réouverture des frontières depuis le 1^{er} avril. Les autorités préoyaient en février une croissance comprise entre +3 et +5% pour 2022 (après un rebond de +7,6% en 2021) – une prévision ne tenant pas compte des impacts du conflit en Ukraine.

Nouveau resserrement monétaire face aux pressions inflationnistes

Face à l'accélération des pressions inflationnistes, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé le 14 avril un nouveau resserrement de sa politique monétaire, le troisième depuis octobre 2021. Cette décision se traduira par (i) une légère appréciation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien (SGD NEER) par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux de la cité-État et (ii) un recentrage du point médian de sa fourchette de taux de change (qui restera inchangée). La MAS a par ailleurs rehaussé ses prévisions d'inflation sous-jacente de 0,5 pp pour 2022, dans un intervalle allant de 2,5% à 3,5%.

Vietnam

Augmentation de 6% du salaire minimum à partir du mois de juillet

Le Vietnam prévoit d'augmenter le salaire minimum de 6% à partir de juillet 2022 pour aider les travailleurs à faire face aux impacts de la pandémie de Covid-19. Le salaire mensuel minimum serait porté entre 3,25 M VND et 4,68 M VND (142 à 204,5 USD). Il s'agirait de la première hausse du salaire minimum en deux ans. La Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam vise à augmenter la productivité des entreprises vietnamiennes pour financer cette hausse des salaires.

Prévision d'inflation à 4,2% pour 2022 selon Standard Chartered

Standard Chartered s'attend à une inflation de 4,2% cette année (5,5% l'année prochaine), niveau légèrement supérieur au taux prévu de la banque centrale (4%), en raison de la situation géopolitique et de la hausse des prix des matières premières. Standard Chartered reste confiante quant au potentiel de croissance du Vietnam, prévoyant une croissance du PIB de 6,7% cette année, affirmant que le récent rebond des indicateurs économiques s'est généralisé, comme le redressement des IDE et l'augmentation des implantations d'entreprises étrangères au Vietnam.

Des banques suspendent l'octroi de crédits immobiliers à court terme

Certaines banques commerciales, dont Sacombank ou Techcombank, ont temporairement cessé d'accorder des prêts immobiliers à court terme du fait de la nouvelle politique de la banque centrale visant à contrôler la croissance du crédit dans les secteurs à risque. Selon la SBV, le crédit doit être orienté vers les industries de production et commerciales ayant un impact positif sur le développement socio-économique : agriculture, développement rural, exportations, soutien à la production, PME, et logistique. Malgré la pandémie, le crédit immobilier a augmenté de 12% en 2021.

Thaïlande

Augmentation du plafond d'endettement pour l'année fiscale en cours

Le plafond d'endettement pour l'année fiscale en cours, qui s'achèvera le 30 septembre prochain, vient d'être porté de 1 360 Mds THB (40,5 Mds USD) à 1 410 Mds THB (42 Mds USD) par décision du gouvernement. Les dépenses supplémentaires non programmées porteront sur 10 Mds THB (300 M USD) affectés au « *State oil fund* » pour financer les subventions visant à stabiliser les prix du diesel, et 40 Mds THB (1,2 Md USD) pour les investissements en soutien à la croissance. La prévision de ratio d'endettement public rapporté PIB est révisée à 62,76% en fin d'année fiscale, alors qu'il a déjà atteint 60,17% fin février. Dans le cadre des règles budgétaires que se fixent les autorités thaïlandaises, et en anticipation d'une telle dérive ce plafond d'endettement public, révisable tous les 3 ans, avait été porté de 60% à 70% l'année dernière.

Avancées vers des négociations en vue d'un ALE avec les pays de l'AELE

Afin de relancer la signature d'accords de libre-échange (ALE), le vice-premier ministre en charge du Commerce, Jurin Laksanawisit, va demander l'approbation du conseil des ministres pour lancer des négociations avec l'Association européenne de libre-échange (AELE: Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein). La directrice générale du département des négociations commerciales, Auramon Supthaweethumg, a précisé que selon une première étude, un tel accord contribuerait à renforcer l'influence et la compétitivité des biens et services thaïlandais et à attirer en Thaïlande des investissements dans l'innovation et les nouvelles technologies. Le volume des échanges Thaïlande-AELE s'est élevé en 2021 à 7,5 Mds USD (1,39% du commerce total de la Thaïlande). Les exportations du Royaume ont représenté 1,7 Md USD tandis que les importations s'élevaient à 5,8 Mds USD.

CKP annonce la construction d'une centrale hydroélectrique au Laos

CK Power Plc, la branche énergie du groupe thaï CH Karnchang Plc, prévoit de débiter la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique au Nord-Est du Laos à 25km de Luang Prabang, et ce après deux ans de retard lié à la crise du Covid-19. Le coût du projet est estimé à 4,75 Mds USD et la construction de la centrale – qui devrait permettre de générer plus de 1 460 MW – s'inscrit dans la politique de CKP d'accroître ses capacités de production d'énergie renouvelable de 2,1 GW à 2,8 GW en trois ans. Une garantie bancaire de 98,1 M THB (2,9 M USD) a été accordée au projet à la suite d'un accord signé entre CKP et l'entreprise publique Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT), laquelle achètera en partie l'électricité produite par la centrale.

Philippines

Emission d'obligations vertes à hauteur de 550 M USD

L'Etat philippin a émis 550 M USD d'obligations vertes souveraines en yens japonais (green samurai bonds) répondant aux critères ESG. C'est la deuxième fois que le gouvernement émet des obligations vertes en devises étrangères. Destinés au financement de projets en faveur de la transition écologique et de prévention face aux risques climatiques, ces emprunts font partie d'un programme au budget total de 7 Mds USD, dont le but est de répondre à l'objectif de l'Accord de Paris d'une baisse de 75% d'émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030. 2,25 Mds USD ont également déjà été empruntés, dont 1 Md USD en obligations vertes. Le gouvernement philippin prévoyait d'émettre des obligations souveraines en euros mais a changé d'option à la suite de la crise ukrainienne.

Baisse des entrées nettes d'IDE en janvier 2022 selon la BSP

Selon la banque centrale (BSP), les entrées nettes d'IDE totalisent 819 M USD au mois de janvier 2022, en baisse de 16% en g.a., résultat s'expliquant par la contraction de 68,2% des IDE sous forme de fonds propres. Ce déclin serait la conséquence du pic de contamination au variant Omicron et du renforcement des mesures sanitaires au début du mois de janvier 2022. A l'inverse, les IDE sous forme d'endettement (en majorité des prêts intra-groupe) ont augmenté de 18,3% sur la même période.

Déficit de la balance commerciale à son niveau le plus faible en 6 mois

En février, le déficit commercial des Philippines a atteint 3,5 Mds USD, son niveau le plus faible en six mois. Ce chiffre est dû à une baisse des importations, inférieures à 10 Mds USD mais en hausse de 20,1% en g.a. du fait de la hausse des importations de combustibles minéraux et lubrifiants. Les importations de céréales et produits liés ont également crû de 83,8% en g.a. sur la même période. Les exportations ont, quant à elles, augmenté de 15% en g.a. au mois de février, après une croissance à 9% au mois de janvier. Les postes d'exportation qui ont le plus augmenté sont les cathodes et produits en cuivre (130,2%), l'huile de coco (118,2%) et les produits minéraux (27,5%).

Cambodge

Faible risque de surendettement selon la BAsD

Selon la Banque asiatique de développement (BAsD), le ratio dette/PIB du Cambodge est le plus bas de tous les pays en voie de développement d'Asie. Il devrait atteindre 38,1% d'ici 2028 et environ 37% à horizon 2030, soit trois points inférieur au seuil de risque modéré (40%), niveau recommandé par les institutions financières internationales pour les PVD. Le royaume reste donc un pays « à faible risque de surendettement », la dette extérieure publique totale étant estimée à 36,2% du PIB en 2022 et 37,1% en 2023. Le Cambodge reste cependant dépendant des emprunts extérieurs, venant des institutions financières internationales et de prêteurs bilatéraux (la Chine représente à elle seule près de la moitié).

TVA sur le e-commerce : délai pour les géants de la tech

Plusieurs entreprises technologiques étrangères (Amazon, Meta, Microsoft, Google, Booking.com, TikTok, Soho Corp, Mastercard...) sont désormais enregistrées auprès de la Direction générale des Impôts (GDT) pour se conformer à la nouvelle loi sur le commerce électronique entrée en vigueur le 1^{er} avril 2022. Opérant des activités liées à des biens et services numériques au Cambodge, ces entreprises seront soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (e-TVA). Elles bénéficient d'un délai qui s'étend jusqu'au 25 mai pour émettre leur première déclaration, à peine de sanction.

Hausse de 7,9% de la production d'électricité en 2021

En 2021, le Cambodge a généré plus de 9,7 Mds kWh d'électricité, soit une hausse de 7,9%. 3,12 millions de ménages sont connectés au réseau, soit 86,4% de l'objectif fixé pour 2021. L'électricité est présente dans 97,5% des 14 000 villages du pays. Cependant les tarifs électriques restent relativement chers par rapport aux pays voisins, ce qui représente un défi pour l'attractivité du pays.

Laos

L'inflation en mars à son plus haut niveau depuis 2016

Attisée par le maintien de sévères restrictions sanitaires et la dépréciation du kip, l'inflation a atteint en mars son taux le plus haut depuis janvier 2016 (+8,5% en g.a.). C'est particulièrement flagrant concernant les prix des carburants (relevés 8 fois depuis le début de l'année, pour atteindre +49,7% en un an), avec un effet sur les transports (+18,7%) et le textile (+7,9%). Le gouvernement envisage de réduire, voire de supprimer les droits d'accises sur le pétrole importé afin de limiter la flambée des prix.

Assujettissement des géants de la tech à la TVA

Après que plusieurs pays du sud-est asiatique ont déjà taxé les multinationales de la tech ayant des activités sur leur territoire, le Laos a décidé à son tour de soumettre à l'impôt les entreprises du e-commerce et les fournisseurs de services digitaux non enregistrés dans le pays, tels que YouTube, Zoom, Netflix, Booking, ou Lazada. Toute société non enregistrée réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 400 M LAK (environ 34 000 USD) devra se doter d'un numéro d'identification fiscal et payer la TVA et éventuellement l'impôt sur les bénéfices.

Vers un accord sur la main d'œuvre avec l'Australie

Un accord bilatéral concernant l'envoi de main d'œuvre laotienne en Australie (« *Labour Service Agreement* ») est en cours de discussion. L'Australie faisant face à un déficit de main d'œuvre dans le secteur agricole, des travailleurs peu qualifiés en provenance du Laos pourraient dès l'an prochain obtenir des visas de travail et se former aux méthodes australiennes.

Birmanie

Le nouvel an birman boycotté pour protester contre la junte

Le festival de Thingyan, au cours duquel les Birmans, les Thaïlandais, les Laotiens et les Cambodgiens célèbrent le Nouvel an bouddhiste, a été partiellement boycotté cette année par la population birmane. Le festival avait déjà été annulé ces deux dernières années, en raison de la pandémie de Covid-19 et des conséquences du coup d'Etat. Cette année, les opposants à la junte ont protesté et appelé au boycott, alors que la junte militaire au pouvoir espérait profiter de ces célébrations traditionnelles pour envoyer au monde un signal de stabilité. Des combats entre militaires et groupes rebelles ont été signalés à travers le pays, près de Myawaddy dans l'est, dans l'Etat de Sagaing au nord et le long de l'Asia Highway, qui relie la Birmanie à la Thaïlande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esma LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr ;
esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité